



CERPESC

A N A L Y S E S

Enjeux et menaces

*Les défis du continent africain
devant les membres de l'OTAN*

Page 4

L'OTAN et le Darfour

*La première opération de
l'OTAN en Afrique*

Page 6

L'efficacité de l'AMIS

*Les limites de l'engagement et
le soutien de l'OTAN*

Page 12

Conclusions

*Vers un engagement plus large?
Pourquoi serait-il nécessaire?*

Page 14

ANDRÁS ISTVÁN TÜRKE

L'OTAN ET L'AFRIQUE - PLUS D'ENGAGEMENT EN AFRIQUE = PLUS DE SÉCURITÉ EN EUROPE (?)

Conclusion du soutien de l'OTAN pour l'Union africaine au Darfour et les enjeux
et défis de l'élargissement de la zone de défense de l'OTAN



CERPESC - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE POUR LA PESC

<http://www.pesc.eu/>

© Association Objectif Europe III - Sorbonne

© Fondation Europa Varietas

© András István Türke, 2007

CERPESC ANALYSES

SOMMAIRE

Introduction

I. Les enjeux et les menaces africaines et l'OTAN

II. Le soutien logistique de l'OTAN dans la gestion de crise au Darfour - la première opération de l'OTAN en Afrique. Coopération ou concurrence avec l'Union européenne ?

III. L'efficacité et les résultats de la mission de l'AMIS, soutenue par l'OTAN. Est-ce que l'OTAN serait capable de s'engager plus largement ? Pourquoi cet engagement serait nécessaire ?

Conclusion

Bibliographie

CERPESC ANALYSES

Introduction

Suite aux événements du 11 septembre, l'OTAN tendit à développer, sous l'impulsion des États-Unis, une approche plus globale de la sécurité. Quelle est la place de l'Afrique dans cette approche?

En 2005 l'Union africaine a demandé un soutien logistique de l'OTAN concernant les violences au Soudan dans la région de Darfour. À Riga, le 29 novembre 2006 les pays membres de l'OTAN ont manifesté leurs inquiétudes concernant les incidences du conflit au niveau régional en Afrique. Après avoir condamné la poursuite des combats au Darfour ils ont décidé de continuer d'apporter un soutien à la mission menée par l'Union africaine dans la région. Ils ont laissé la porte ouverte devant un élargissement éventuel de ce soutien même s'il ne s'agit pas pour le moment d'un déploiement éventuel des forces de l'OTAN au Darfour et le soutien comprit le moyens de transport aérien et de formations¹.

La nouvelle phase de la crise au Darfour, depuis le février 2003, plus violente que jamais, est difficilement interprétable sans connaître la complexité et les antécédents des différentes crises au Soudan. Depuis lors, la crise semble être loin de résoudre malgré une série des accords depuis 2004. L'Union africaine, pour la première fois depuis sa création, a décidé la mise en place d'une vraie mission civilo-militaire, AMIS/MUAS (Mission de l'UA au Darfour). À cause de l'insuffisance des ressources financières propres, et du manque d'expérience au domaine de ce type de mission, l'UA a été obligé de solliciter au soutien de l'OTAN, de l'Union européenne, et des autres partenaires internationales. Probablement, par la résolution 1706 de Conseil de Sécurité de l'ONU, à la fin de l'an 2006, l'AMIS sera placée sous le commande de la mission de l'ONU au Sud-Soudan (MINUS/UNMIS).

Jouer un rôle considérable en Afghanistan et en Irak n'est pas un phénomène tout à fait une chose allant de soi, une conséquence du rôle de l'OTAN

après la guerre froide. En 2007, l'un des défis devant l'OTAN, c'est élargir ou non son rôle stabilisateur en Afrique.

¹ Déclaration du Sommet de Riga de l'OTAN, le 29/11/2006, (aliéna 19)

CERPESC ANALYSES

I. Les enjeux et les menaces africaines et l'OTAN

Selon les statistiques officielles, la population étrangère dans les États de l'OTAN en Europe est 11 millions de personnes dont la proportion des personnes africaines est la plus importante par 3 millions de personnes. L'origine de cette population est nord-africaine (2 millions) et 415.000 sont arrivés de l'Afrique Occidentale. Les plus importants points de départs sont le Ghana, le Nigeria et le Sénégal qui donnent 55% de la population d'origine ouest africaine en Europe. En plus selon les estimations de 2006 « au moins de 100.000 » migrants venant de l'Afrique subsaharienne séjournent provisoirement en Algérie et en Mauritanie et 1-1,5 millions en Libye. Il s'agit surtout les citoyens des États africains relativement plus développés et ils se regroupent dans les « dépôts » des États de l'Afrique Nord. Certains migrants arrivent des pays où « l'Islam révolutionnaire » dispose des relations remarquables.

Les hostilités entre les partis de l'islam traditionnel et des fondamentalistes modernes sont des autres facteurs de la déstabilisation par exemple au Soudan. Les



Frères Musulmans² y sont massivement présents depuis 1949. Contrairement des Frères égyptiens, les Frères soudanais font partie intégrante du parti gouvernemental, l'Oumma, et coopéraient avec le général Nimeri (1977-85) et depuis 1989 Omar el Bashir jusqu'à 1999. Pendant ces périodes, leur leader, Hassan al-Tourabi est devenu le « Nr. 2 » du Soudan. Tourabi avait des ambitions de devenir chef de la Révolution islamique au niveau mondial. Le mouvement a concentré au Soudan les plus importantes banques (réseau financier islamique international) et les ONGs (arabisation et islamisation des populations noires africaines et médiateurs dans les conflits intermusulmans) du monde islam, a hébergé Oussama ben Laden et installé des camps d'entraînement pour les combattants de la mouvance islamiste. Ses relations

internationales font partie d'un réseau à l'Algérie, de la corne d'Afrique, au Yémen et du Nord de l'Afghanistan, mais aussi au cœur de Balkan, en Bosnie. Plusieurs membres de l'OTAN font partie des missions en Afghanistan et dans les Balkans.

À côté de la migration, les autres défis de la sécurité sont également présents : le trafic illégal des stupéfiants, la con-

² Organisation islamique fondée par Hassan el Banne en Égypte en 1928 qui lutte contre la modernité de l'Occident et des réformes dans le monde de l'islam qui rattachent aux normes de l'Occident et favorisent la pureté du Coran. Ils luttèrent contre le nationalisme arabe.

CERPESC ANALYSES

trebande d'hommes, la prostitution, le terrorisme mais aussi les partenaires off-shore de mafia ou des entreprises frauduleuses de l'espace de l'OTAN (etc.). Ces vagues incontrôlés apportent un risque non négligeable sur la sécurité de l'espace de l'OTAN. Selon les estimations africaines d'ici 2025 un sur dix africains travaillera en Occident si l'augmentation du taux d'immigration de 2,7% ne change pas entre-temps.

La dépendance énergétique des États européens de l'Alliance atlantique est largement connue. Les gisements pétroliers les plus importants se trouvent aux pays de la CEI et au Moyen-Orient. Mais est-ce que c'est une raison de laisser le control au-dessus des gisements africains « au troisième rang » pour les Russes et les Chinois ? Le GAZPROM tente d'acquérir des concessions et le contrôle des gazoducs de l'Afrique de Nord (surtout en Algérie) : l'objectif est clair, empêcher les Européens de trouver une alternative vis-à-vis des gisements russes ou des hydrocarbures transportés par les oléoducs et gazoducs largement contrôlé par le GAZPROM.

Pour la Chine, l'Afrique est un objectif majeur et la région centrale entre le Soudan et le Tchad est une priorité. En 2006 le Soudan était la quatrième plus grande source d'approvisionnement à l'étranger de la Chine³ : Contrôler les gisements pétroliers africains c'est aussi la surveillance des réserves d'une grande puissance de plus en plus forte avec les objectifs incalculables.

En Afrique, un engagement plus large de l'OTAN nous semble incontournable. L'OTAN condamne « avec force le terrorisme » et dès octobre 2001, l'opération Active Endeavour, extension à l'ensemble de la Méditerranée en 2004, « continue d'apporter une contribution importante à la lutte contre le terrorisme »⁴ sur le fondement de l'article 5. Cette opéra-

tion pourrait préfigurer des missions plus globales de surveillance de la situation maritime⁵, mais elle n'est plus que l'approche superficielle l'ensemble des problèmes africains.

³ F. William ENGDAHL, *Le Darfour ? une guerre du pétrole*, 31.05.2007., <http://contreinfo.info>

⁴ 20. aliéna Déclaration du Sommet de Riga de l'OTAN, le 29/11/2006

⁵ Les enjeux de l'évolution de l'OTAN, Rapport d'information n° 405 (2006-2007) du 19 juillet 2007 - par MM. Jean FRANÇOIS-PONCET, Jean-Guy BRANGER et André ROUVIÈRE, fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, <http://www.senat.fr>

CERPESC ANALYSES

II. Le soutien logistique de l'OTAN dans la gestion de crise au Darfour - la première opération de l'OTAN en Afrique. Coopération ou concurrence avec l'Union européenne ?

Le transport aérien stratégique et tactique est l'élément essentiel du soutien militaire pour l'AMIS. Cet aspect est également un élément clef des opérations de l'OTAN en dehors de l'Europe. S'agit-il d'un transport aérien orchestré et autonome ou plutôt des offres ad hoc de chaque État membres ? Comment était la coopération avec l'UE chargée par une mission pareille ?

Le soutien de transport aérien de l'OTAN était un élément très important à côté des contributions des États-Unis, de l'Australie (C-130)⁶ du Canada et de l'UE.

L'assistance logistique de l'Union européenne se réalise avec une coopération minimale avec l'OTAN, les deux opérations d'assistance restaient indépendantes et hors des cadres de Berlin Plus. Bien que l'administration de l'UE et de l'OTAN réfute les mécontentes et souligne que les accords Berlin Plus n'auraient pas été adaptables (parce qu'il s'agit d'un « simple » soutien technique et logistique à l'Union africaine, et pas d'une opération⁷) la première opération de l'organisation transatlantique sur le continent africain a suscité une forte opposition de la France et

de la Belgique.⁸

La France s'était opposée à la contribution de l'OTAN parce que l'UE aidait déjà la mission dans Darfour de l'Union africaine. « Le moindre intérêt de l'OTAN pour l'Afrique est vécu comme une offense par les Français, comme une violation de leur chasse gardée », a déploré un diplomate⁹. L'OTAN argumentait à côté de la large capacité de transport aérien des États-Unis. Finalement le Ministre français de la défense Michèle Alliot-Marie a déclaré qu'un appui complémentaire sera bienvenu¹⁰. Le gouvernement de Khartoum a manifesté son opposition contre toute autre force au Darfour que celle de l'Union africaine¹¹.

Les négociations entre l'UE et l'OTAN sur une chaîne de commandement et un plan d'action commune ont échoué. Sous la direction générale de l'Union africaine, l'UE et l'OTAN ont planifié et réalisé leur mission tout à fait séparément avec deux différentes chaînes de commandement. Pour garantir la relation nécessaire minimale, dans le cadre d'une « coordination souple » une cellule de coordination a été établie à Addis Abeba (DITF) à laquelle les deux parties ont envoyé leurs délégués et la coopération est sans problèmes. Le DITF est chargé des mouvements aériens et contrôle les mouvements des troupes arrivant sur le terrain¹².

⁶ Paul D. WILLIAMS, *Military responses to mass killing : The African Union mission in Sudan*, in : International Peacekeeping, volume 13, Number 2, June 2006., p. 177.

⁷ Interview avec Luc de Rancourt, COL, FAF EAC Cos (16/11/2006)

⁸ Christophe AYAD, *Le Soudan entre guerre et paix*, in: Politique internationale. Nr. 108 – été 2005., p. 157.; L'administration de l'OTAN réfute les mécontentes avec l'UE, tandis que le général Henri Bentégéat, chef d'État major des armées en France, affirme: « La rivalité entre l'Union européenne et l'OTAN est désormais bien connue et s'exerce aujourd'hui principalement au Soudan, où l'OTAN s'est engagée, alors que l'Union européenne était présente depuis plus d'un an pour remplir des missions identiques, à savoir la formation des troupes, le transport et la planification des opérations. Les deux organisations se sont finalement partagé la tâche dans ces trois domaines » Source : La France et la gestion des crises africaines: quels changements possibles? (Sénat; Rapport d'information n° 450 (2005-2006) de MM. André DULAIT, Robert HUE, Yves POZZO di BORGIO et Didier BOULAUD ; 03/07/2006 ; Annexe 2)

⁹ Alexandrine BOUILHET, *L'OTAN cherche à intervenir au Darfour*, *lefigaro.fr*, 29/04/2005., <http://www.algerie-dz.com/>

¹⁰ *Nato agrees Darfur mission plans*, 09/06/2005, <http://www.bbc.co.uk>

¹¹ *Nato ponders Darfur support role*, 27/04/2005, <http://www.bbc.co.uk>

¹² *NATO continues to offer logistical support to African Union*, 10/10/2005, <http://www.nato.int/shape>

CERPESC ANALYSES

Ainsi c'est le choix de chaque État, dans quel cadre mène-t-il son action et le piste de d'une action commune européenne est difficilement identifiable. La multitude des variations fleurit : Le transport aérien française, italienne, allemande et grec se réalisaient par l'UE, lorsque celui du Royaume-Uni parallèlement par l'OTAN et par l'UE.

La France, autre part contributeur majeur de l'OTAN, mettait à la disposition de l'UE une dizaine d'officiers planificateurs, 1 200 heures de vols d'avions gros-porteurs, (surtout le transport du contingent sénégalais par C-160) des moyens aériens de surveillance, avec un Mirage F1-CR, un Atlantique-2 et un ravitailleur C-135¹³. La contribution de l'Italie est sous l'égide de l'Alliance atlantique, mais elle contribue également avec l'UE par des personnels et traîneurs pour le CIS (Communication and Information Security)¹⁴.

L'OTAN s'est chargée d'assurer le transport aérien vers le Darfour des soldats des pays fournisseur de l'UA et le premier transport aérien a été effectué le 1er juillet 2005 et actuellement



le mandat est prolongé jusqu'à la fin septembre 2006¹⁵. En 2005 l'OTAN a coordonné le transport (acheminement et rapatriement) par des C-130 de près de 5000 soldats africains (3 bataillons d'AMIS¹⁶ ; 49 membres de la force de police civile).

Le transport aérien stratégique de l'OTAN a été planifié chez le SHAPE (AMCC- Allied Movement Coordination Cell) et l'organisation responsable du côté l'UE c'est le SALCC (Strategic Airlift Co-ordination Centre)¹⁷ à Eindhoven qui coordonne déjà le transport aérien et le ravitaillement en vol entre les pays membres.

Quant au transport tactique des troupes de l'AMIS, le SALCC n'a en aucun cas pu coordonner, mais cette organisation a pour vocation de retransmettre

vers la compagnie Rus-sian Salis les besoins en transport des nations du consortium SALIS (Strategic Airlift Interim Solution)¹⁸. À la mise en place du transport aérien stratégique pour l'AMIS, l'OTAN et l'UE a loué

dans le cadre du projet SALIS pour une durée de

¹³ *Au Darfour, surenchère militaire entre l'Otan et l'UE* in: Liberation, 27/05/2005 <http://www.liberation.fr>

¹⁴ Annalisa MONACO – Catriona GOURLAY, *Support for the African Union in Darfur : a test for EU-NATO strategic partnership* in : European Security Review, ISIS Europe, Number 26, June 2005., p. 2.

¹⁵ Assistance de l'OTAN à l'Union africaine pour le Darfour <http://www.nato.int/issues/darfur/index-f.html>

¹⁶ *NATO extends logistical Support to African Union*, 10/10/2005, <http://www.nato.int/shape>

¹⁷ SALCC fait parti de l'EAC (European Airlift Centre) créé le 5 juillet 2004 (successeur de l'EACC – European Air Coordination Cell, 2001) et présenté officiellement à la presse le 9 mai 2006. Source: L'European Airlift Center à Eindhoven 10/05/2006

¹⁸ Interview avec Luc de Rancourt, COL, FAF EAC Cos (16/11/2006)

CERPESC ANALYSES

trois ans renouvelable six An-124-100 russes et ukrainiens qui sont capables de transporter des cargaisons de 120 tonnes.

Le contrat SALIS regroupe 15 pays¹⁹ et prévoit l'affrètement permanent de deux appareils AN-124-100 (à Leipzig-Halle), de deux autres sur préavis de six jours, et de deux appareils supplémentaires sur préavis de neuf jours. Les pays concernés se sont engagés à utiliser les avions pour un minimum de 2 000 heures de vol par an. Ces aéronefs sont utilisés comme solution intérimaire en attendant la livraison de plusieurs avions Airbus A400M à partir de 2010.²⁰

Dans la pratique le consortium SALIS achète annuellement un quota d'heures An 124-100 pour répondre à ses besoins propres. Dans le cadre du transport aérien stratégique l'Union européenne s'est engagée à transporter 7 bataillons africains, 150 CIVPOL sous l'égide de la coordination avec les États contributeurs africains et l'OTAN et autre 280 CIVPOL uniquement par l'UE en octobre 2005.²¹ Le transport aérien tactique de l'UE « par excellence » (et évoquées par les documents de l'UE) se compose des frais de la location de deux aéronefs An-2 et deux C-212s sur place des compagnies privées pour assurer la mobilité des effectifs sur le théâtre. Deux bataillons africains (déploiement, matériels logistiques, soutien) ont été livrés par deux-quatre rotations par semaine²².

Les An-2 et les Aviocar C-212s (probablement 300M) Casa sont les avions de transport légers : le premier est capable de livrer 12 passagers et la

deuxième 18 et des véhicules légers avec une capacité de 2820-2950 kg. Même la force aérienne de Soudan dispose des C-212²³.

Nous évoquons deux exemples pour illustrer la complexité de la coordination du transport aérien stratégique. Le rapport final de la seconde rotation de troupes souligne qu'à cause de 2 éléments la rotation a retardé 2 semaines : Rwanda a refusé le TU-154B2 proposé par l'Ukraine et finalement ses troupes ont été transportés par un DC-9 de Kenya, loué par l'UA et financé par le Royaume Uni. Issu des tentatives de coup d'état au Tchad, l'aéroport de N'Djamena est devenu inutilisable.

Le pont aérien de l'OTAN a débuté le 1^{er} juillet 2005, pour aider l'UA à porter ses effectifs au Darfour à plus de 7.000 hommes²⁴. Les États-Unis ont prévu transporter par avion trois bataillons des troupes rwandaises et le Canada, la France et l'Allemagne le restant cinq bataillons, deux du Sénégal, un de l'Afrique du Sud et deux du Nigeria²⁵. La France s'est engagée à transporter par avion un bataillon de soldats sénégalais avec leur matériel, et puis elle a transporté même des troupes Gambiens via cet aéroport de Banjul à El Fasher par un airbus allemand. La fourniture de ces troupes a été réalisée effectivement par un vol charter de Gambian Airline Company Slok Air, financé par l'Allemagne.²⁶

En octobre 2005, l'Allemagne, elle aussi a prévu six avions pour le transport de huit bataillons de soldats de l'Union africaine ainsi que celui de 380 policiers. La Grèce a offert l'utilisation de deux avions et le

¹⁹ L'Allemagne (pilote) Canada, Danemark, Espagne, France, Hongrie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Suède et Turquie

²⁰ OTAN – Transport aérien stratégique, 21/06/2007, <http://www.nato.int>

²¹ EU Council Secretariat – Factsheet – AMIS II/2 (October 2005)

²² GAERC Conclusions on EU civilian-military supporting action to AU mission in Darfur, 18/07/2005

²³ Aviocar C-212 Casa in: <http://www.globalsecurity.org/military/world/europe/c-212-specs.htm>

²⁴ M. BURNS, *L'OTAN apportera un soutien logistique à l'UA au Darfour*, 10/06/2005 <http://usinfo.state.gov>

²⁵ Daniel DOMBEY, *Nato-EU spat hits airlift to Darfur*, in: FT.com, 08/06/2005

²⁶ Interview avec Luc de Rancourt, COL, FAF EAC Cos (16/11/2006)

CERPESC ANALYSES

Luxembourg 75.000 euros au remboursement des frais découlant de l'utilisation d'avions nolisés ou de l'achat de billets sur des vols civils réguliers²⁷. La contribution du Royaume-Uni était £15m ce qui a augmenté à £35m pour la période 2006/2007. Cette aide a permis la réalisation du transport aérien des bataillons nigériens et rwandais par l'OTAN²⁸.

À l'époque plusieurs personnages réclamaient avec insistance un engagement plus large de l'OTAN : « L'Union africaine a besoin d'un appui bien plus grand. Et l'OTAN peut aider. L'Alliance devrait immédiatement fournir à l'UA des hélicoptères (déjà offerts par le Canada) ; des capacités de commandement de control et de soutien et assurer un pont aérien stratégique et tactique. » En plus la Force de réponse de l'OTAN (NRF), qui était déjà à sa capacité opérationnelle initiale de 17.000, l'OTAN devrait mettre à la disposition des Nations Unies une brigade pour augmenter l'effectif de la force de l'UA jusqu'à ce qu'elle puisse arriver à l'effectif suffisant de ses propres²⁹.

La Force de réponse a été utilisée dans le domaine strictement civil en septembre 2005 pour le convoi aérien d'une assistance aux Etats-Unis après l'ouragan Katrina en Louisiane et l'assistance humanitaire au Pakistan un mois plus tard, lors du trem-

blement de terre au Cachemire³⁰. Les critiques préféreraient la mise en place d'une zone anti-aérienne basée sur une nouvelle résolution du chapitre VII de l'ONU et imposée par les avions de l'OTAN³¹. Mais même en juin 2007, l'idée du ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, la mise en place un « simple » corridor humanitaire aérien a attiré des réactions fortement négatives du Tchad et du Soudan³².

Selon l'International Crisis Group, la force de réponse de l'OTAN, devrait être capable livrer les troupes additionnelles dans 30 jours après une décision politique et les bases militaires françaises au Tchad oriental seront essentielles à une mission de l'OTAN. Les pays de l'UE pourraient pouvoir mettre 5.000 ou plus de troupes qualifiées³³. L'Organisation atlantique se doit offrir une aide logistique substantielle à l'UA pour qu'elle puisse augmenter le nombre de ses troupes à plus de 12 000 hommes ou une force temporaire sur le terrain pour soutenir les troupes de l'UA en attendant que ces dernières soient au complet³⁴. Wesley Clark estimait une 12-15.000 personnes pour une "bridging force" multinationale efficace³⁵.

Mais ces analyses ignorent les "special relationships" entre la France et le Soudan, entre Kharthoum et le CIA, et les hostilités entre le Tchad et le

²⁷ Jim FISHER-THOMPSON, *Darfour : les efforts s'intensifient pour rétablir la sécurité*, 06/10/2005, <http://usinfo.state.gov>

²⁸ Darfur <http://www.britishembassy.gov.uk>

²⁹ Madeleine ALBRIGHT and others, *NATO to Darfur* in : International Herald Tribune, 26/05/2005, <http://www.iht.com>, (singé par Madeleine Albright, Robin Cook, Lamberto Dini Lloyd Axworthy, Ana Palacio, Erik Derycke, et Surin Pitsuwan.)

³⁰ Les enjeux de l'évolution de l'OTAN - Rapport d'information n° 405 (2006-2007) du 19 juillet 2007 - par MM. Jean FRANÇOIS-PONCET, Jean-Guy BRANGER et André ROUVIÈRE, fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, <http://www.senat.fr>

³¹ Madeleine ALBRIGHT and others, *NATO to Darfur*, *op. cit.*

³² Habibou BANGRÉ, *Darfour : Bernard Kouchner fait marche arrière*, 07/06/2007, <http://www.afrik.com>

³³ "EU Must Let NATO Halt Darfur's Nightly Terror",

David Mozersky in the European Voice, 07/07/2005, <http://www.crisisgroup.org>

³⁴ "L'OTAN doit renforcer sa présence au Darfour",

Suliman Baldo in Le Monde, 04/08/2005, <http://www.crisisgroup.org>

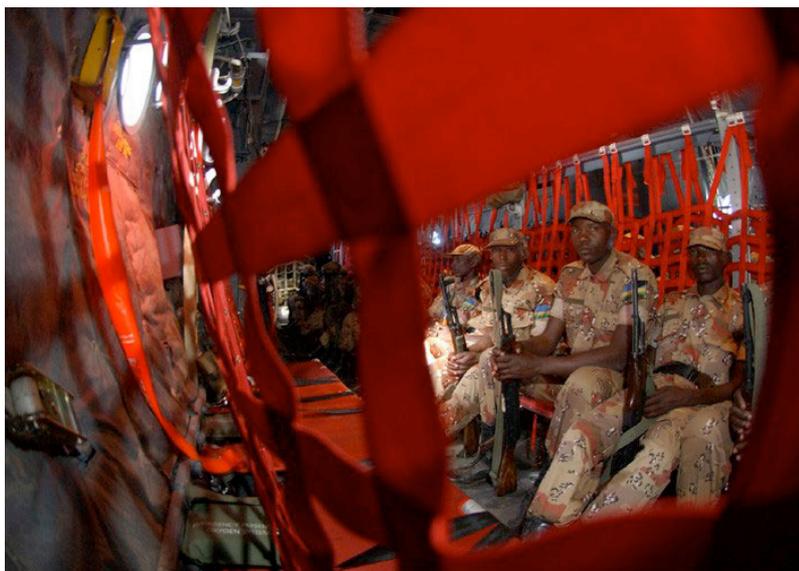
³⁵ "NATO Forces Needed in Darfur",

Wesley Clark on NPR "Morning Edition", 22/09/2005 <http://www.crisisgroup.org>

CERPESC ANALYSES

Soudan. De surcroît, l'OTAN a réussi à éviter le piège d'un engagement imprécis : En novembre 2006, l'effectif réel de l'AMIS était 7146 personnes, c'est-à-dire toujours loin de combler l'effectif total prévu : 12.500 personnes.

Du juillet à octobre 2005, l'OTAN a aidé à fournir des transports aériens 5000 soldats de la paix et au mai 2007 d'environ 24.000 soldats de la paix, et 500 personnes de la police civile dans et hors de la région de Darfour³⁶. Plusieurs centaines d'officiers de l'Union africaine ont participé aux formations proposées par l'OTAN et depuis février 2006, l'Alliance assure le transport aérien pour la rotation des troupes³⁷. Jusqu'au janvier 2007 elle a déplacé 2000 soldats (acheminement et rapatriement).



Le deuxième volet de l'assistance de l'OTAN est la formation des forces de l'Union africaine qui a commencé le 1^{er} août 2005. Elle comprend les processus de commandement et de control, la planification de l'opération, le système de reportage, le dénouement de la bataille, la récupération d'information et analyse, la constitution de force, la préparation à réac-

tion, l'amélioration des normes de procédures du QG³⁸. C'est l'OTAN qui également assure des formations supplémentaires en vue de la création, à El Fasher, d'un centre d'opérations interarmées de l'AMIS, rebaptisé « quartier général avancé de mission interarmées », et pour la certification des unités avant leur déploiement. En 2007 OTAN examine aussi la possibilité de sa contribution à une formation dans le domaine du DDR (désarmement, démobilisation et réinsertion des soldats). Le mandat de l'AMIS n'impliquait pas encore à la fin de l'an 2006 les tâches du DDR, tâches qui se basent sur le chapitre VII de la Charte de l'ONU.

Au printemps 2007, l'OTAN assurait « une formation et un encadrement sur la gestion de l'information pour les officiers de l'Union

africaine au DITF à Addis-Abeba, et à l'appui d'un exercice sur les enseignements tirés organisé » par l'AMIS, avec l'Union européenne³⁹.

L'OTAN organise des exercices d'orientation. Le 21-27 août 2005 l'OTAN et l'UE ont aidé le DPKO à l'élaboration et à l'exécution de MAPEX 2005 (exercice de carte) pour FHQ AMIS.⁴⁰ Ce programme de formation a cherché à augmenter la capacité de personnel d'AMIS dans le control des opérations complexes de maintien de la paix. Il s'est concentré en

³⁶ Darfur <http://www.britishembassy.gov.uk>

³⁷ L'OTAN en Afrique, en Irak, en Méditerranée, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/> (consulté le 25/06/2007)

³⁸ Sources: *NATO diversifies aid to African Union*, 11/08/2005, <http://www.nato.int/shape> ; Sally CHIN – Jonathan MORGENSTEIN, *No power to protect – The African Union Mission in Sudan*, Washington, Refugees International, Novembre 2005, www.refugeesinternational.com, p. 10.

³⁹ *Assistance de l'OTAN à l'Union africaine pour le Darfour*, 24/04/2007, Les Dossiers de l'OTAN, <http://www.nato.int>

⁴⁰ *NATO continues to offer logistical support to African Union*, op. cit.

CERPESC ANALYSES

particulier sur la planification et la coordination efficaces, y compris le partage d'information opérationnelle principale.⁴¹

L'OTAN organise aussi des simulations des scénarios de choléra et de tuerie pour les officiers de l'AMIS à El Fasher. Les officiers de l'OTAN ont plusieurs fois accompagné leurs collègues à l'AMIS pour les aider dans les affaires quotidiennes. Et dans le cadre du troisième volet, à la demande de l'UA, l'OTAN est prête à aider dans le domaine de l'intelligence avec la formation. Le maintien du soutien de l'OTAN à l'Union africaine a été approuvé par le Conseil de l'Atlantique Nord en mai 2006.

En 2006, c'est déjà un objectif concret largement manifesté des États-Unis qu'une force dirigée par l'OTAN soit imposée au Soudan. En février, le Sénat américain a adopté une résolution qui réclamait la présence de troupes de l'OTAN au Darfour. La presse a évoqué une éventuelle troupe de 500 personnes de l'OTAN destinée à un déploiement au Darfour. En février 2006, environ 15 aviateurs du Ramstein, le *86th Contingency Response Group* basé en Allemagne a volé au Rwanda pour aider à transporter les soldats de la paix africains au Darfour⁴².

Le scénario de deux étapes d'une mission éventuelle de l'OTAN suivrait la méthode appliquée en Afghanistan : 1, une mission de l'ONU de maintien de la paix remplace la mission actuelle de l'Union africaine de surveillance du cessez-le-feu. 2, Après l'ONU confie 'naturellement' la mission à l'OTAN⁴³.

Le secrétaire général de l'OTAN a précisé en août 2006 que le rôle de l'OTAN devrait être « in the enabling sphere » et ne devrait pas impliquer « the boots of troops on the ground. » Un diplomate de l'OTAN

à Bruxelles a ajouté, « tandis qu'il y a une volonté de la part de l'OTAN pour faire plus en termes de transport aérien, faire quelque chose de plus serait extrêmement difficile, parce que plusieurs nations s'opposent à n'importe quelle participation plus profonde que cela⁴⁴. »

En décembre 2006 l'Envoyé spécial des États-Unis au Darfour, l'Ambassadeur Andrew Natsios a examiné avec le Secrétaire général de l'OTAN la situation (qui reste grave) au Darfour. La conséquence qu'au janvier 2007 l'Alliance a accepté de continuer son aide pendant 6 mois - y compris fournir le transport aérien pour des rotations de troupe, en tant que la tutelle et formation additionnelles - jusqu'au 30 juin 2007⁴⁵.

⁴¹ SUDAN Entrenching Impunity – Government Responsibility for International Crimes in Darfur, (New York, Human Right Watch, Volume 17 No.17(A) 12/05/2005) pp. 30-31.

⁴² Charlie COON, *NATO mulls sending additional forces to Darfur* in: Stars and stripes, 16/04/2006 <http://www.estripes.com>

⁴³ Roland MAROUNEK, *Soudan : l'humanitaire en marche (militaire)*, in: Alerte OTAN, Nr 22. juin 2006.

⁴⁴ Eric REEVES, *Bush, NATO, and Darfur. Political Persuasion*, in: The New Republic, 03/08/2006, <http://www.tnr.com>

⁴⁵ L'OTAN – Revue de Presse, Sauver le Darfour (SLD) // Tv5, 08/01/2007

CERPESC ANALYSES

III, L'efficacité et les résultats de la mission de l'AMIS, soutenue par l'OTAN. Est-ce que l'OTAN serait capable de s'engager plus largement ? Pourquoi cet engagement serait nécessaire ?

L'AMIS, sous le mandat de l'ONU (Rés. 1564), est la première opération de l'Union africaine du modèle civilo-militaire⁴⁶. En juin 2004, il s'agissait d'une mission d'observation internationale relativement petite et immobile pour vérifier et monitorage le cessez-le-feu du 8 avril 2004. Il est évident qu'une telle mission n'était pas mandatée pour la prévention des atrocités contre les civiles. Depuis la deuxième phase, le transport tactique et la reconnaissance, comme nous les avons traités plus en détail, sont garantis par l'OTAN et par l'Union européenne. L'opération est financée à 100% par les donateurs étrangers⁴⁷.

La conclusion des différentes phases de l'AMIS (« African solution to African problems ») c'est que les acteurs préféreraient le développement de l'AMIS au lieu de faire démarrer une nouvelle mission sous l'égide de l'ONU ou d'autres acteurs. Contrairement du processus de paix et la signatures des traités entre les Parties, la violence ne cesse pas au Darfour, lorsque l'AMIS a rencontré parfois de difficultés de se défendre sur le théâtre. Les faiblesses de l'AMIS peuvent être caractérisées par les insuffisances de l'établissement de confiance, par des difficultés émergées aux patrouilles, et par l'assujettissement du gouvernement de Soudan.

Théoriquement, l'établissement de la confiance grâce à ces éléments majoritairement africains est l'un des résultats importants de la mission de l'UA par rapport à ses homologues maîtrisées par l'ONU. Les rapports des organisations internationales ombragent cette image optimiste. Refugees International

affirme que l'établissement de la confiance est particulièrement aggravé par le fait que la majorité de la population n'a aucune information sur la mission de l'UA.

Le manque de l'effectif féminin entraves souvent les enquêtes et le nombre des interprètes (les Libyens et les Égyptiens parlent arabe) sur le théâtre est loin d'être satisfaisant. Même le soulèvement des questions valables à une enquête est souvent problématique. La critique des organisations internationales illustre que l'effectif armé de l'AMIS aux camps de réfugiés, et aux convois, augment la risque d'attaque contre eux. La coopération avec les organisations internationales a rencontré des difficultés administratives parce que la mise en place des secteurs de l'AMIS ne respectait pas les frontières administratives dans la région de Darfour⁴⁸. Même en avril 2005 il existait encore de vastes zones hors du rayon d'action de l'AMIS qui ne peuvent être atteinte qu'occasionnellement. L'état de l'AMIS même en automne 2005 n'a permis que 2 patrouilles par jour sur un territoire trop grand. Il manquait aussi les véhicules, le contact de radio et souvent le pétrole. Quelquefois les troupes restaient sans l'eau potable et sans salaire⁴⁹.

Les observateurs militaires sont accompagnés par une douzaine d'éléments de la force armée. Cette force est bien sur loin d'être capable de contrôler le désarmement les belligérants qui mêmes parfois leur prend en otage⁵⁰. En ce qui concerne l'organisation et la coopération entre les soldats de la paix, la différence de culture se manifeste entre les troupes de différentes nations. L'insuffisance de l'interopérabilité et de l'incompétence est évidente.

Le troisième facteur des difficultés de la mission consiste en la dépendance totale de Khartoum. Les troupes sont obligées d'informer sur leurs parcours la

⁴⁶ Avec des ambitions africaines de la développer vers une vraie mission CIMIC. Source: CIMIC in UN and African Peace Operations: Modules, ACCM Programme, ACCORD 2006, South Africa

⁴⁷ Annalisa Monaco – Catriona Gourlay, *Support for the African Union in Darfur: a test for EU-NATO strategic partnership*, op. cit.

⁴⁸ Sally CHIN – Jonathan MORGENSTEIN, *No power to protect – The African Union Mission in Sudan*, op. cit., pp. 8-9.

⁴⁹ *Darfur on the brink of disaster* in: The Guardian, 20/09/2006, p. 27., <http://politics.guardian.co.uk>

⁵⁰ Sally CHIN – Jonathan MORGENSTEIN, *No power to protect – The African Union Mission in Sudan*, op. cit., p. 2.

CERPESC ANALYSES

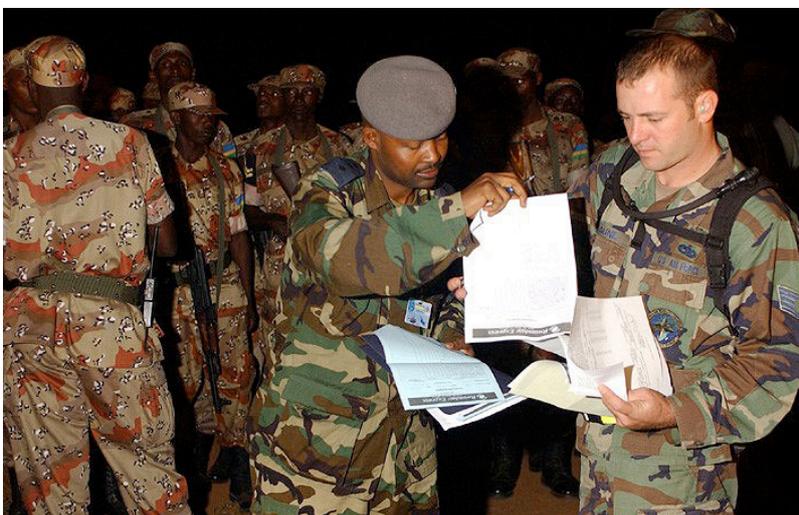
CCF (Commission de Cessez-le-feu) ou les délégués de Khartoum et les Mouvements qui sont également représentés. Les représentants peuvent refuser la visite de certains territoires.

Les conversations entre les membres de l'AMIS se règlent par radio, sans décodage et facilement capté par les parties combattantes. En bref, les patrouilles sont non seulement incapables de recouvrir le secteur, mais encore leurs déplacements sont pénétrables et facilement à suivre. Le pire que cette activité est encore plus limitée par Khartoum : la mission dispose des hélicoptères mais les pilotes doivent être recrutés des civiles et voyager tous les deux mois à Khartoum pour se soumettre à un control.

La livraison de certains équipements est retardée par Khartoum avec des arguments hypocrites mais parfois justes que, par le kidnapping des personnes de l'AMIS, ces matériels de technologie à haut niveau seraient facilement récupérables par des « rebelles »⁵¹. C'est-à-dire que l'OTAN a assuré le transport des soldats de paix faiblement armés, et par les attaques de ces troupes les parties combattantes ont quelques confisqués des armes et des instruments militaires de haute technologie.

Dans le voisinage de l'AMIS au Darfour, une mission de l'ONU, la MINUS, déployée dans la phase finale du processus de paix Nord-Sud, entre les cadres plus pacifiques cherchait à faciliter la réconcilia-

tion au Sud-Darfour. De l'été 2006 l'idée d'une mission mixte de l'UA et de l'ONU pour le Darfour est née. Est-ce que les éléments de l'ONU contribueraient à un développement visible de l'efficacité des troupes de l'ONU ? L'exemple de la MINUS dont l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh sont les plus grands contributeurs, nous laisse entre les doutes. Cette mission connaît presque les mêmes problèmes que l'AMIS : l'inefficacité autour de l'établissement de confiance avec la population locale, difficultés de la rotation des troupes, la violation du droit de l'homme par les soldats de paix, (etc.)⁵².



Est-ce que l'OTAN serait capable de s'engager plus largement et de déployer des forces au Darfour dans un cas éventuel ? Entre le 15-28 juin 2006, aux Îles du Cap-Vert, l'exercice Spadfast Jaguar du 7800 soldats de la Force de réaction de l'OTAN a approuvé que

même si la volonté politique manque à une opération éventuelle au Darfour, l'Alliance a montré qu'elle en avait la capacité. En plus les îles sont situées au large des côtes ouest-africaines, une zone d'exploitation pétrolière de plus en plus importante pour les États-Unis. Les zones pétrolifères, fort agitées, du Nigeria ne sont qu'à deux heures d'avion et selon quelques journalistes, les manœuvres avaient aussi pour objet de préparer l'Alliance à ce genre d'intervention⁵³.

C'était la première fois que divers composants de l'armée de terre, de l'air et de mer sont arrivés ensemble à un exercice. C'est également le dernier essai

⁵¹ Sally Chin – Jonathan Morgenstein, *No power to protect – The African Union Mission in Sudan*, op. cit., p. 5.

⁵² L'effectif de MINUS le 30 octobre 2006: Force de protection et Remarques – 8743; Personnel officiers – 184; Observateurs militaires – 706; Total: 9633 personnes, Source: UNMIS Public Information Office

⁵³ Marie-Ange PIOERRON, *OTAN - Darfour – Migrations*, mardi 4 juillet 2006 Journal Chrétien <http://www.spcm.org>

CERPESC ANALYSES

de la force NRF qui a du devenir complètement opérationnel en octobre 2006. La force de réponse donne à l'Alliance la capacité de se déployer jusqu'à 25.000 troupes dans les cinq jours n'importe où dans le monde et la capacité de se charger des missions humanitaires aux opérations de combat⁵⁴.

Conclusion

1, De l'aspect international, en ce qui concerne la crise au Darfour, la présence de la communauté internationale est particulièrement forte depuis 2004. L'UA, l'ONU, l'OTAN, l'UE, les ONG-s; l'Australie, la Chine, la Malaisie (etc.) sont également prêts à aider l'UA dans le processus de rétablissement de la paix. La question se soulève : Khartoum respecte plus ou moins l'Accord de paix avec SPLM/A au Sud-Soudan est pour cela les mains restent libres dans une autre région, au Darfour ? Il semble que les acteurs n'osent pas risquer les résultats du processus de paix entre le gouvernement et le Sud-Soudan.

2, C'est ici qu'il faut souligner le simple fait, que la gestion simpliste de la crise humanitaire majoritairement par l'aide financière est inefficace, mais il paraît beaucoup moins cher, même dans une longue perspective, qu'une intervention. De l'autre point de vue, les graves conséquences des interventions au Balkan, à Rwanda et à Somalie expliquent les précautions des acteurs du processus de paix.

3, Les mécontentes des grandes puissances et des organisations internationales restent maximale-ment exploitables par des Parties qui ne sont pas prêtes à respecter des cessez-le-feu. Même l'Union africaine applique souvent la méthode « *divide et impera* » vers les contributeurs. Le pire, ce qui est souvent le cas, quand le Conseil de Sécurité de l'ONU est partagé.

4, Il serait souhaitable de gérer plus efficacement les tensions politiques entre les États-membres à une intervention de l'Alliance atlantique ou de l'Union européenne. La mécontente entre l'OTAN et l'UE, concernant le transport aérien stratégique, est un phénomène inquiétant. Le facteur que certains États européens préféreraient agir dans le cadre de Berlin Plus, et des autres sans l'OTAN, apporte des conséquences négatives à la recherche de voix commune. En plus, l'OTAN, avec la capacité de *peace enforce-*

⁵⁴ NATO tests expeditionary force, 15/06/2006, <http://www.nato.int>

CERPESC ANALYSES

ment par des moyens militaires à son arrière, est beaucoup plus appréciée par l'UA, tandis que le soutien financier et diplomatique de l'OTAN pour l'AMIS est beaucoup moins significatif que celui de l'UE.

5, La crise de Darfour doit être interprétée comme un phénomène de déstabilisation pour toute la région et augmente l'instabilité du continent africain. Elle pratique un effet négatif sur la stabilité politique au Tchad et les différents groupes en RCA, en RDC, en Éthiopie, en Érythrée (etc.) entrent souvent en interaction.

6, Il faudrait se rendre compte qu'une gestion de crise, qui évite à creuser jusqu'aux racines des problèmes, est insuffisante et trop chère. Les organisations internationales peuvent déléguer 5-10 experts de plus aux organisations communes avec l'UA de l'AMIS, ou augmenter massivement le contingent et les matériels de l'AMIS ou d'une mission mixte élargie pour sécuriser quelques zones, mais il est impossible de soutenir ce déploiement massif pendant des décennies.

7, La mise en place d'une zone d'interdiction aérienne au-dessus de Darfour, malgré de graves difficultés précédemment évoquées, serait l'élément clef de l'élimination des raids aériens du gouvernement soudanais contre la population de Darfour. Les éléments de cette surveillance aérienne (AWACS) devraient être garantis principalement par l'OTAN, sans ou avec l'UE. La faisabilité de la mise en place d'une zone d'interdiction de survol en profitant peut-être des bases françaises au Tchad dépend de la réussite des pourparlers diplomatiques entre la France et les autres États membres de l'OTAN, et des négociations surtout avec le Tchad, la Chine, la Russie et la Chine.

CERPESC ANALYSES

Bibliographie

- Déclaration du Sommet de Riga de l'OTAN, le 29/11/2006, (aliéna 19)
- ENGBAHL, F. William, *Le Darfour ? une guerre du pétrole*, 31.05.2007., <http://contreinfo.info>
- WILLIAMS, Paul D., *Military responses to mass killing: The African Union mission in Sudan*. in : International Peacekeeping, volume 13, Number 2, June 2006, pp. 168-183.
- Interview avec Luc de Rancourt, COL, FAF EAC Cos (16/11/2006)
- La France et la gestion des crises africaines: quels changements possibles? (Sénat; Rapport d'information n° 450 (2005-2006) de MM. André DULAIT, Robert HUE, Yves POZZO di BORGIO et Didier BOULAUD ; 03/07/2006 ; Annexe 2)
- AYAD, Christophe, *Le Soudan entre guerre et paix*, in: Politique internationale. Nr. 108 – été 2005., pp. 153-157.
- BOUILHET, Alexandrine, *L'OTAN cherche à intervenir au Darfour*, [lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr), 29/04/2005., <http://www.algerie-dz.com/>
- *Nato agrees Darfur mission plans*, 09/06/2005, <http://www.bbc.co.uk>
- *Nato ponders Darfur support role*, 27/04/2005, <http://www.bbc.co.uk>
- *NATO continues to offer logistical Support to African Union*, 10/10/2005, <http://www.nato.int/shape>
- *Au Darfour, surenchère militaire entre l'Otan et l'UE* in: Liberation, 27/05/2005 <http://www.liberation.fr>
- MONACO, Annalisa –GOURLAY, Catriona, *Support for the African Union in Darfur : a test for EU-NATO strategic partnership* in : European Security Review, ISIS Europe, Number 26, June 2005.
- *NATO extends logistical Support to African Union*, 10/10/2005, <http://www.nato.int/shape>
- *OTAN – Transport aérien stratégique*, 21/06/2007, <http://www.nato.int>
- EU Council Secretariat – Factsheet – AMIS II/2 (October 2005)
- GAERC Conclusions on EU civilian-military supporting action to AU mission in Darfur, 18/07/2005
- *Aviocar C-212 Casa in* : <http://www.globalsecurity.org/military/world/europe/c-212-specs.htm>
- BURNS, M., *L'OTAN apportera un soutien logistique à l'UA au Darfour*, 10/06/2005 <http://usinfo.state.gov>
- DOMBEY, Daniel, *Nato-EU spat hits airlift to Darfur*, in: FT.com, 08/06/2005
- FISHER-THOMPSON, Jim, *Darfur : les efforts s'intensifient pour rétablir la sécurité*, 06/10/2005, <http://usinfo.state.gov>
- Darfur <http://www.britishembassy.gov.uk>
- ALBRIGHT Madeleine, and others, *NATO to Darfur* in : International Herald Tribune, 26/05/2005, <http://www.iht.com>
- Les enjeux de l'évolution de l'OTAN - Rapport d'information n° 405 (2006-2007) du 19 juillet 2007 - par MM. Jean FRANÇOIS-PONCET, Jean-Guy BRANGER et André ROUVIÈRE, fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, <http://www.senat.fr>
- BANGRÉ, Habibou, *Darfur : Bernard Kouchner fait marche arrière*, 07/06/2007, <http://www.afrik.com>
- "EU Must Let NATO Halt Darfur's Nightly Terror", David Mozersky in the European Voice, 07/07/2005, <http://www.crisisgroup.org>
- "L'OTAN doit renforcer sa présence au Darfour", Suliman Baldo in Le Monde, 04/08/2005, <http://www.crisisgroup.org>
- "NATO Forces Needed in Darfur", Wesley Clark on NPR "Morning Edition", 22/09/2005 <http://www.crisisgroup.org>
- L'OTAN en Afrique, en Irak, en Méditerranée, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/> (consulté le 25/06/2007)

CERPESC ANALYSES

- CHIN, Sally –MORGENSTEIN, Jonathan, *No power to protect – The African Union Mission in Sudan*, (Washington, Refugees International, Novembre 2005, www.refugeesinternational.com)
- *NATO diversifies aid to African Union*, 11/08/2005, <http://www.nato.int/shape>
- *Assistance de l'OTAN à l'Union africaine pour le Darfour*, 24/04/2007, Les Dossiers de l'OTAN, <http://www.nato.int>
- *SUDAN Entrenching Impunity – Government Responsibility for International Crimes in Darfur*, (New York, Human Right Watch, Volume 17 No.17(A) 12/05/2005)
- COON, Charlie, *NATO mulls sending additional forces to Darfur* in: Stars and stripes, 16/04/2006 <http://www.estripes.com>
- MAROUNEK, Roland, *Soudan : l'humanitaire en marche (militaire)*, in: Alerte OTAN, Nr 22. juin 2006.
- *"Bush espère que l'OTAN va prendre la direction des opérations au Darfour"*, Xinhuanet, 20/03/2006.
- Roland MAROUNEK, *Darfour : Jeu de Go en Afrique*, in: Alerte OTAN, Nr. 26 juin 2007
- REEVES, Eric, *Bush, NATO, and Darfur. Political Persuasion*, in: The New Republic, 03/08/2006, <http://www.tnr.com>
- AÏT-HATRIT, Saïd, *Les rebelles soudanais appellent l'OTAN à intervenir au Darfour - Le chef du MLS ne croit plus dans le déploiement des forces de l'ONU*, 17/01/2007, <http://www.afrik.com/>
- L'OTAN – Revue de Presse, *Sauver le Darfour (SLD) // Tv5*, 08/01/2007
- PRUNIER, Gérard, *Le Darfour – Un génocide ambigu*, Paris, La Table Ronde, 2005,
- CIMIC in UN and African Peace Operations: Modules , APMC Programme, ACCORD 2006, South Africa
- *Darfur on the brink of disaster* in: The Guardian, 20/09/2006, p. 27., <http://politics.guardian.co.uk>
- PIOERRON, Marie-Ange, *OTAN - Darfour – Migrations*, mardi 4 juillet 2006 Journal Chrétien <http://www.spcm.org>
- *NATO tests expeditionary force*, 15/06/2006, <http://www.nato.int>

NAVIGATION

ANNEXE

Les différentes phases de l'AMIS

	éléments				Total	Evolution du mandat
	MILOBs	Personnel militaire	Personnel de la police	Pers. appui au soutien		
AMIS /09.06- 10.2004/	60	300	X	X	360	- observation - sécurité des observateurs (Ch. VI)
AMIS II /10/2004- 05/2005/	450	1891	815	164	3320	- aide à la restauration de la confiance - instauration d'un environnement sécurisé
AMIS II-E /06.2005- 09.2005/	686	6171	1560		7731	- assurer la protection des populations civiles (Ch. VII)
AMIS III /09.2005-/ (11/2006)	(608)	(5012)	(1425)	(101)	12.500 (7146)	- ? fin du mandat : 31/12/2006 - ?? intégration à la MINUS

CERPESC ANALYSES



András István TÜRKE

- doctorant à la Sorbonne (Paris III)
- visiting fellow auprès de l'EUISS (2006)
- boursier-chercheur auprès du HIIA
- stages auprès de l'AUEO
- fondateur du CERPESC
- turke@turke.eu

Sources des images non-indiqués :

- p. 1. /1 Wikipedia, http://commons.wikimedia.org/wiki/Image:Antonov_An-124_EFHK.jpg
- p. 1. /2 Paula Souverijn-Eisenberg <http://www.janpronk.nl/pictures/october-2006/explaining-the-darfur-peace-agreement.html>
- p. 4. Darfur map <http://www.nato.int/shape/graphics/2005/10/16/b051016b.jpg>
- p. 7. Darfur Rwa peacekeepers boarding a USAF C-130 <http://www.nato.int/shape/graphics/2005/10/16/b051016d.jpg>
- p. 10. Darfur Rwandan troops in USAF C-130 <http://www.nato.int/shape/graphics/2005/10/16/b051016f.jpg>
- p. 13. Darfur Staff Training <http://www.nato.int/shape/graphics/2005/10/16/b051016g.jpg>

CERPESC - Centre Européen de Recherche pour la PESC

CERPESC ANALYSES | ISSN 2073-5634 | **Editeur** : Fondation Europa Varietas – 1135 Budapest, Szent László út 15. 5. em. 8, Hongrie ; Association Objectif Europe III (Sorbonne) – Université de la Sorbonne Nouvelle – Paris III / UFR d'Etudes Européennes, Centre Censier, Bureaux 208-210, 13, rue Santueil, 75005 Paris, France | **Rédacteur en chef** : András István Túrke Ph.D | 2005-
<http://pesd.visuart.eu/?q=cerpescanalyses> ; pesce@pesce.eu

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par procédés réservés pour tous pays